

[n Editions précédentes](#)[n Contactez nous](#)[n](#)**ACCESSIONS** [haut de page](#)**Le Viet Nam, dont le Directeur général salue la persévérance, rejoint l'OMC**

Le Viet Nam a rejoint l'OMC le 11 janvier, ce qui porte le nombre de ses Membres à 150. “À l'OMC, quand les gens travaillent dur, les choses avancent — et le Viet Nam en est un bon exemple”, a dit le Directeur général aux journalistes après avoir souhaité la bienvenue aux Vietnamiens. “La détermination politique et la qualité technique, comme celles dont ont fait preuve les négociateurs de l'équipe du Viet Nam, peuvent porter leurs fruits à l'OMC”, a-t-il indiqué. À la question de savoir s'il voyait une même évolution pour les négociations de Doha, il a répondu que les mêmes qualités étaient requises. Toutefois, pour le moment, il a dit rester prudent quant aux perspectives car de nouveaux chiffres pour la réduction des droits de douane et des subventions n'avaient pas encore été proposés. “L'eau chauffe mais ne bout pas encore”, a-t-il dit.

> [Pour en savoir plus](#)[n](#)**DIRECTEUR GÉNÉRAL** [haut de page](#)**Accords régionaux: Le “piment” dans le “curry” multilatéral — M. Lamy**

Il y aura 400 accords commerciaux préférentiels d'ici à 2010 dans le monde et il faudra s'assurer qu'ils contribuent à la santé du commerce mondial, a dit le Directeur général Pascal Lamy à la Confédération des industries indiennes à Bangalore, le 17 janvier.

> [Pour en savoir plus](#)**Lamy exhorte les entreprises norvégiennes à soutenir la conclusion rapide du Cycle de Doha**

À l'occasion de la Conférence annuelle de la Confédération des entreprises norvégiennes, qui s'est tenue à Oslo le 4 janvier, le Directeur général, M. Lamy, a souligné que la Norvège avait tout à gagner de l'aboutissement du

Cycle de Doha étant donné les intérêts substantiels du pays dans les négociations et les flexibilités prévues dans le programme de Doha pour accompagner une véritable réforme de l'agriculture.

> [Pour en savoir plus](#)

n

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES [haut de page](#)

Japon: L'économie se redresse mais il faut poursuivre la réforme.

La situation économique du Japon s'est améliorée depuis le précédent examen des politiques commerciales en 2005 et le pays semble sortir de la déflation. Des progrès ont été faits en ce qui concerne l'amélioration des conditions dans lesquelles s'exercent la concurrence et la promotion des réformes structurelles dans les secteurs de l'énergie et des services, d'après un rapport sur la politique et les pratiques commerciales du Japon publié par le Secrétariat de l'OMC. Le rapport indique que les flux entrants de l'investissement étranger direct sont encore faibles par rapport à d'autres grandes économies et que des mesures sont nécessaires pour attirer davantage les investisseurs étrangers. Il note également le niveau élevé de l'aide des pouvoirs publics dans l'agriculture et la faible productivité de la main-d'œuvre dans ce secteur. Le rapport indique que la durabilité de la reprise dépendra en partie de la poursuite des réformes structurelles, notamment en ce qui concerne le secteur financier, le secteur des entreprises et le secteur public, ainsi que du renforcement de la politique de la concurrence et de l'adoption de nouvelles mesures de libéralisation du commerce, en particulier dans l'agriculture. Le rapport et la déclaration de politique générale du gouvernement du Japon serviront de base au huitième examen de la politique commerciale du Japon auquel l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC a procédé les 31 janvier et 2 février 2007. L'examen a été présidé par Mme l'Ambassadeur Claudia Uribe (Colombie), M. l'Ambassadeur Guillermo Valles Galmés faisant office de présentateur.

> [Pour en savoir plus](#)

Tchad: Une croissance vigoureuse mais une réforme de l'environnement commercial est nécessaire pour attirer l'investissement

Le Tchad a connu une succession de crises sociopolitiques qui ont entravé son développement économique et social mais le démarrage des investissements pétroliers et l'envol des cours mondiaux lui ont permis d'enregistrer une forte croissance économique en 2001-2005, d'après un rapport du Secrétariat de l'OMC sur la politique et les pratiques commerciales du Tchad. Selon le rapport, le Tchad doit diversifier la base de son économie pour assurer une large redistribution des revenus du pétrole et faire ainsi reculer la pauvreté. Cette diversification exige une réforme de l'environnement commercial, y compris la simplification des conditions administratives contraignantes et une refonte du système actuel de forte taxation des importations et des exportations. Le rapport appelle à un renouvellement de l'assistance accordée au Tchad par ses partenaires commerciaux et souligne le fait que la mise en place rapide des réformes commerciales et la poursuite des réformes structurelles créeraient un environnement à la fois propice aux affaires et mieux à même d'attirer les capitaux dont le Tchad a tant besoin. Le rapport et la déclaration de politique générale du Tchad ont servi de base à

l'examen de la politique commerciale du Tchad auquel l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC a procédé les 22 et 24 janvier 2007. L'examen a été présidé par Mme l'Ambassadeur Uribe et M. l'Ambassadeur Jean Feyder (Luxembourg) a fait office de présentateur.

> [Pour en savoir plus](#)

n

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS [haut de page](#)

Un Groupe spécial va examiner le différend entre l'UE et le Mexique concernant l'huile d'olive



Le 23 janvier, l'Organe de règlement des différends (ORD), a établi un groupe spécial chargé d'examiner la plainte de l'Union européenne concernant les mesures compensatoires définitives imposées par le Mexique sur l'huile d'olive en provenance de l'UE. Les délégations ci-après ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial: Canada, Chine, Norvège et États Unis. À la demande de l'Indonésie, l'ORD est convenu de renvoyer la question concernant la conformité au Groupe spécial initial dans le différend: "Corée — Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie". Les délégations ci après ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial: Chine, CE, Japon et États-Unis. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel concernant l'affaire: "États-Unis — Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction" et le rapport du Groupe spécial sur la même affaire, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Le rapport du Groupe spécial concernant l'affaire: "États-Unis — Réexamens à l'extinction des mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine — Recours de l'Argentine à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends" a été retiré de l'ordre du jour de l'ORD suite à la décision des États-Unis, le 12 janvier 2007, de faire appel du rapport.

L'OMC publie un rapport de groupe spécial sur le différend Équateur — États-Unis concernant les crevettes

L'OMC a publié, le 30 janvier, le rapport du groupe spécial qui avait examiné l'affaire "États-Unis — Mesure antidumping visant les crevettes en provenance de l'Équateur" (WT/DS335).

> [Pour en savoir plus](#)

L'Organe d'appel publie son rapport dans le différend États-Unis — Réduction à zéro (Japon)

L'Organe d'appel, le 9 janvier, a publié son rapport concernant la plainte déposée par le Japon contre les États-Unis dans le différend "États Unis — Mesures relatives à la réduction à zéro et aux réexamens à l'extinction" (WT/DS322/AB/R).

> [Pour en savoir plus](#)

L'Organe d'appel publie son rapport annuel

L'Organe d'appel a publié, le 23 janvier 2007, son rapport annuel pour

2006.

> [Pour en savoir plus](#)

L'OMC publie la première édition de “Le règlement des différends dans le cadre de l'OMC: Un différend, une page”

L'OMC a publié, le 16 janvier 2007, la première édition de la publication intitulée “Le règlement des différends dans le cadre de l'OMC: Un différend, une page”. Élaborée par la Division des affaires juridiques, cette publication résume sur une seule page les faits et constatations essentiels figurant dans le rapport du groupe spécial et, le cas échéant, dans le rapport de l'Organe d'appel, pour chacune des 103 affaires qui ont été examinées par l'Organe de règlement des différends pendant la période allant de 1995 au 1er septembre 2006.

> [Pour en savoir plus](#)

[n](#)

DÉVELOPPEMENT [haut de page](#)

Début des 39ème et 40ème cours de politique commerciale

Cinquante et un fonctionnaires gouvernementaux de pays en développement et d'économies en transition ont commencé, le 15 janvier, trois mois d'études approfondies de l'OMC au siège de l'Organisation à Genève.

> [Pour en savoir plus](#)

Nouvelles contributions à l'assistance technique de l'OMC

Ce mois-ci, les Membres ci-après ont annoncé leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale du Programme de Doha pour le développement:

- Lituanie (46 087 FS) > [Pour en savoir plus](#)
- Estonie (15 000 FS) > [Pour en savoir plus](#)
- France (750 000 €) > [Pour en savoir plus](#)

contactez-nous : Organisation mondiale du commerce, rue de Lausanne 154, CH-1211 Genève 21, Suisse